



## FAITS MARQUANTS DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID: LUNDI 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les PEID a amorcé ses travaux à Apia, au Samoa, avec une séance plénière d'ouverture formelle suivie d'un débat général, qui s'est poursuivi en après-midi. Toujours dans l'après-midi, un dialogue multipartite de partenaires a eu lieu sur le thème du « développement économique durable ». De nombreuses manifestations ont été organisées en parallèle au cours de la journée et de la soirée.

### PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Wu Hongbo, Secrétaire générale de la conférence et Secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a remercié le Gouvernement du Samoa pour l'organisation de la conférence.

**Questions d'organisation:** Les délégués ont élu par acclamation, Tuilaepa Aiono Sailele Malielegaoi, Premier ministre du Samoa, en tant que Président de la conférence. Ils ont également adopté l'ordre du jour (A/CONF.223/1) et le règlement intérieur (A/CONF.223/2), et ont élu 14 pays représentants comme Vice-Présidents de la conférence: le Bénin, Maurice et la Tanzanie de l'Afrique; le Japon et les Maldives de la région Asie-Pacifique; l'Estonie et la Roumanie de l'Europe de l'Est; les Bahamas, la Barbade et le Mexique de l'Amérique latine et des Caraïbes; et l'Allemagne, l'Espagne et la Turquie de l'Europe occidentale et autres groupes. Le Président de la conférence Malielegaoi a noté qu'un représentant supplémentaire de l'Europe de l'Est devait encore être élu. Les délégués ont également élu Fonotoe Nuafesili Pierre Lauofo, Vice-Premier Ministre de Samoa, comme Vice-Président d'office. Milan Meetarbhan, Représentant permanent de Maurice auprès des Nations Unies, a été nommé Rapporteur général.

Les délégués ont ensuite adopté l'organisation des travaux, y compris la création d'organes subsidiaires, et d'autres questions d'organisation (A/CONF.223/4). Ils ont approuvé la participation des organisations intergouvernementales énumérées dans le document A/CONF.223/5: l'Union des télécommunications des Caraïbes, l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud, et la Commission des pêches du Pacifique occidental et central.

Les délégués à la conférence ont approuvé les représentants de la Belgique, de la Chine, de la Colombie, du Gabon, du Guyana, de la Fédération de Russie, de Singapour, de la Tanzanie et des États-Unis pour siéger au Comité de vérification des pouvoirs.

Le Président de la conférence Malielegaoi a accueilli les délégués à Samoa. Il a déclaré que le Sommet sur le climat qui se tiendra en septembre 2014, à New York, aux États-Unis, devrait transmettre un signal clair aux délégués pour s'assurer que la CdP 21 à Paris soit une « conférence de l'espoir », et l'adoption d'un traité ambitieux sur le climat en 2015. Il a souligné que la désignation de 2014 comme l'Année internationale des PEID constitue la première reconnaissance de ce type accordée à un groupe de pays, et que l'adoption de

Samoa, la Voie à suivre, plusieurs mois avant la conférence constitue un évènement unique dans le contexte des Nations Unies.

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré que le monde devrait accorder une priorité à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au sein des PEID, et parvenir à un accord significatif sur le programme de développement pour l'après 2015 et à un traité mondial sur le climat qui reflète les besoins des PEID. Il a appelé les dirigeants à se présenter au Sommet des Nations Unies sur le climat à New York « avec des promesses audacieuses ». La Voie à suivre de Samoa, a-t-il déclaré, « constitue une route que nous devons emprunter ensemble », soulignant le système des Nations Unies en tant que partenaire fiable dans les travaux à venir.

John Ashe, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a souligné que cette conférence se tient à un moment crucial, alors que le monde façonne un nouveau programme de développement international, et a appelé les dirigeants à soumettre des options de négociations au Sommet 2014 sur le climat.

Baron Divavesi Waqa, Président de Nauru et Président de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a souligné que le succès exige des engagements à long terme et des partenariats. Il a demandé plus de discipline de la part des partenaires dans le respect de leurs engagements pris de longue date de façon à ce que les PEID puissent planifier efficacement leur avenir. Il a encouragé les réseaux internationaux et régionaux à établir des mécanismes de suivi et d'évaluation pour s'assurer que les mesures ne soient pas « détournées de leur objectif ».

Martin Sajdik, Président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a souligné que la communauté internationale a une responsabilité particulière en ce qui concerne les PEID. Il a souligné les efforts du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) et l'ECOSOC pour soutenir les partenariats, et a instamment demandé la création d'un espace permettant une participation efficace de la société civile.

Wu Hongbo, Secrétaire générale de la conférence, a noté que les îles font face à de nombreuses catastrophes naturelles. Il les a félicités pour leurs capacités à trouver des solutions innovantes en dépit de ressources limitées, et a souligné l'importance de la conférence en tant que plateforme permettant à la communauté internationale de s'engager sur ces questions.

Au nom des neuf Grands groupes, Lemalu Nele Leilua, du Groupe de coordination des organisations non gouvernementales de Samoa, a présenté un aperçu du Forum pré-conférence des Grands groupes et autres parties prenantes, et a déclaré que les discussions ont souligné que les partenariats devraient être au cœur du résultat de la conférence. Notant la richesse des connaissances au sein des Grands groupes, elle a indiqué que le forum a notamment appelé à: l'affirmation des objectifs de développement durable sur l'égalité de genre; intégrer les droits des peuples autochtones dans la Voie à suivre de Samoa; souligner l'importance des jeunes pour le progrès; prendre des mesures urgentes et ambitieuses en matière d'adaptation, d'atténuation, et de pertes et préjudices; l'adoption de la bonne

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe BNT à la troisième Conférence internationale sur les PEID peut être contactée par courriel à l'adresse <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

gouvernance et des mécanismes législatifs appropriés; faciliter le transfert de technologie; et à l'intégration des questions transversales.

### DÉBAT GÉNÉRAL

Le débat général se composait de déclarations de chefs d'État et de représentants gouvernementaux des PEID, ainsi que des gouvernements partenaires. Une rediffusion des déclarations des intervenants est disponible sur le web à l'adresse <http://webtv.un.org>.

De nombreuses déclarations ont mis l'accent sur les défis développementaux auxquels sont confrontés les PEID, en particulier les changements climatiques, et ont décrit les initiatives nationales de développement durable. Des appels ont été lancés pour améliorer la capacité de gestion et l'efficacité des partenariats, et pour une meilleure prise en compte des besoins des PEID dans les partenariats internationaux. Vingt pays ont prononcé des allocutions, dont 15 chefs d'État et de gouvernement. L'Initiative du Triangle de corail concernant les récifs coralliens, la pêche et la sécurité alimentaire a été citée comme éventuel modèle de partenariat. Un partenariat a été annoncé entre les Comores, la Nouvelle-Zélande et le PNUD pour le développement des énergies renouvelables.

La Bolivie, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, a déclaré que les défis auxquels font face les PEID compromettent le développement durable de tous. La déléguée a noté la nécessité d'intégrer le développement durable dans tous les politiques et programmes.

L'UE a souligné les principaux domaines de développement de partenariat régional pour les PEID en matière d'énergie, de santé des océans, de biodiversité, de sécurité alimentaire et de nutrition, et le programme de développement de l'après 2015, notant un certain nombre de projets réussis dans lesquels l'UE a établi des partenariats avec les PEID dans le secteur de l'énergie.

### DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

Freundel Stuart, Premier ministre de la Barbade, a ouvert la séance en déclarant que, même si les niveaux de revenu diffèrent au sein des PEID, les vulnérabilités qui les caractérisent sont partagées. Il a indiqué que le développement économique doit être dissocié de la dégradation de l'environnement, afin qu'il devienne durable. Appelant à un renforcement des partenariats entre les États membres, il a déclaré que le renforcement des capacités et l'investissement dans le développement des infrastructures sont des priorités clés pour les PEID.

Henry Puna, Premier ministre des Îles Cook, a appelé à la protection des zones de pêche et des minéraux abondants partagés à travers le développement durable des océans. Il a annoncé des partenariats pour améliorer les infrastructures relatives à l'eau, et pour transformer le secteur de l'énergie.

Keith Mitchell, Premier ministre de la Grenade, a déclaré que le développement économique durable est aujourd'hui synonyme de création d'emplois et de richesse. Mettant l'accent sur la nécessité d'investir dans les énergies renouvelables, il a parlé des partenariats rentables disponibles dans les PEID. Il a annoncé que les États-Unis ont choisi la Grenade comme pays pilote pour l'Initiative de sécurité énergétique pour les Caraïbes.

Murray McCully, Ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, a souligné qu'une grande part de l'aide étrangère de son pays est accordée au développement durable. Il a souligné l'importance de disposer de partenariats solides et d'opter pour des initiatives durables.

Le Président de l'ECOSOC Sadjik a appelé à s'assurer que les mécanismes relatifs aux partenariats fassent partie du programme de développement de l'après 2015.

Rolph Payet, Ministre de l'environnement et de l'énergie des Seychelles, a présenté un aperçu de l'initiative dette-nature de son pays visant à générer des ressources financières supplémentaires, tout en abaissant le plafond d'endettement.

Zhu Min, Directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), a souligné les efforts de l'organisation pour soutenir les politiques monétaires et budgétaires; consentir des prêts à des conditions préférentielles aux pays à faible revenu; appuyer les États après leur radiation de la liste des pays à faible revenu; et appuyer la croissance durable.

**Discussion:** Cletus Springer, du Ministère du développement durable de l'Organisation des États américains, a modéré le débat.

La Jamaïque a souligné l'importance de l'intégration régionale, en précisant qu'en joignant les ressources et les compétences, le développement économique peut être renforcé.

Les Maldives ont indiqué que la communauté internationale devrait créer des opportunités de partenariat avec les PEID, vu que les progrès réalisés en matière de développement durable sont compromis, notamment en raison du passage de certains PEID au statut de pays à revenu intermédiaire.

Tuvalu a déclaré qu'il nécessite des partenariats véritables et durables pour le développement des ressources humaines, en insistant sur la nécessité de développer les compétences techniques et les qualifications nécessaires à l'emploi.

L'Australie a annoncé un partenariat avec la société Carnival Australia pour créer des emplois relatifs au tourisme dans les îles du Pacifique.

Les États-Unis ont annoncé leur initiative ALOHA Plus Challenge à Hawaï, qui travaille dans les secteurs public et privé afin d'aborder certaines questions notamment relatives à, l'énergie propre, la production alimentaire mondiale, la gestion des ressources naturelles, la résilience climatique, la création d'emplois verts et l'éducation.

Le Chili a présenté un projet visant à améliorer l'employabilité des jeunes en République dominicaine, qui met l'accent sur la diversification de l'accès au microcrédit et l'amélioration des compétences.

L'Organisation internationale du travail a annoncé un partenariat axé sur les routes et les infrastructures dans les zones rurales pour créer des emplois dans les secteurs clés. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a déclaré que concernant les PEID, il a mis l'accent sur l'économie verte et les modes de consommation et de production durables.

Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a annoncé son nouveau partenariat, le Mécanisme de transfert de technologies Sud-Sud pour les PEID, qui est un mécanisme conjoint de transfert de technologie pour les PEID.

La Banque mondiale a souligné ses efforts déployés dans les secteurs des pêches, des télécommunications et de l'aviation. Le Centre du commerce international a annoncé trois partenariats qui visent à encourager l'autonomisation économique des femmes dans la région du Pacifique.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a annoncé un nouveau partenariat, le « Renforcement de la capacité technique des gestionnaires des finances dans les PEID des Caraïbes pour gérer leurs finances publiques ». Le délégué a indiqué que l'initiative travaille avec des partenaires des Caraïbes pour concevoir des systèmes de gestion publique d'une façon améliorée et plus efficace.

Le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a annoncé divers partenariats multipartites dans les domaines suivants: les technologies relatives à la protection des ressources maritimes; les plans d'urgence opérationnels en cas de catastrophe; les produits organiques et la sécurité alimentaire; le développement d'un tourisme durable dans le Pacifique; et les énergies renouvelables, abordables et fiables.

### DANS LES COULOIRS

Après une cérémonie de bienvenue vibrante la veille de la conférence, la première journée de travail a été caractérisée par une atmosphère positive et détendue, les participants renonçant aux costumes et cravates pour des tenues plus décontractées appropriées aux îles. Malgré l'atmosphère détendue, plusieurs délégués ont noté que la conférence des PEID se tient à un « moment critique » pour la communauté internationale.

Un certain nombre de délégués ont espéré que, disposant du document « Samoa, la Voie à suivre », convenue plusieurs mois auparavant à New York, la conférence se concentrerait sur l'établissement de partenariats, les nouvelles initiatives et sur des solutions innovantes pour le développement durable dans les PEID, plutôt que sur la négociation « à la virgule et au numéro de paragraphe près », comme l'a fait remarquer un délégué. Pendant ce temps, les délégués de l'AOSIS se sont engagés dans des négociations à huis clos portant sur la déclaration d'Apia, la déclaration politique de la conférence.

Avec l'espoir de l'annonce de plus de 300 partenariats et initiatives lors de la conférence et les dialogues de partenaires se poursuivant mardi matin, de nombreux délégués ont espéré des engagements concrets et des promesses tangibles, signalant la volonté politique nécessaire pour s'attaquer à ces défis et pour transporter cet élan jusqu'au Sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur le climat dans moins de trois semaines à New York.